

Arrêté du maire

N° 2025-A-383 Temporaire

Objet : Règlementation temporaire d'occupation du domaine public, passage Crapart Nacu

Le maire de la commune,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2211-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-6 et suivants,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la route et notamment les articles R.411-25 et R.417-10,

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L.113-2 et L.115-21,

VU le Code pénal et notamment l'article R.610-5,

VU la délibération n°2024_11_25_21 du 25 novembre 2024 fixant les tarifs applicables à l'occupation privative du domaine public communal,

VU le règlement de voirie,

VU le règlement sanitaire départemental,

VU l'arrêté du 26 mai 2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Thierry Tasd'Homme, chargé de l'aménagement durable,

VU la demande en date du 4 juin 2025 formulée par Monsieur Kamil Hareb, 8 et 8 bis passage Crapart Nacu, 77340 Pontault-Combault,

CONSIDERANT qu'il importe de réglementer la circulation à l'intérieur de la commune, passage Crapart Nacu.

ARRETE

Article 1: Emprise sur la voie publique :

Monsieur Kamil Hareb est autorisé, dans le cadre de travaux de ravalement à une emprise temporaire du domaine public de 13m de longueur sur 1m de largeur, soit 13m² pour la mise en place d'un échafaudage pour une durée de 31 jours.

Le stationnement est interdit au vis-à-vis du 8 et 8 bis passage Crapart Nacu pour permettre la libre circulation des véhicules.

Cette autorisation est subordonnée à une stricte observation des prescriptions figurant dans les articles ci-après.

Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 2: Délai de validité :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables du 1^{er} au 31 aout 2025.

Article 3: Stationnement :

Les accès aux immeubles devront être constamment assurés en toute sécurité. Ces accès seront maintenus en état constant de propreté et ne devront présenter aucun danger pour leurs usagers, du fait des travaux, objet de la présente autorisation (manœuvres, survols, protections...).

Article 4: Conformément à la délibération n°2024_11_25_21 du 25 novembre 2024 fixant les tarifs applicables à l'occupation privative du domaine public communal, cette autorisation est soumise à redevance d'un montant de 910,00 € dû par Monsieur Kamil Hareb.

Article 5: Prescriptions :

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public, à savoir :

- Bâcher l'échafaudage sur sa totalité par un filet de protection,
- Protéger les poteaux d'échafaudage par des fourreaux de protection,
- Apposer un dispositif réfléchissant aux extrémités de l'échafaudage,
- Aucun déchargement sur la chaussée, ni obstruction à la circulation,
- Fournir un constat d'huissier des abords,
- Assurer un nettoyage journalier de la chaussée et des abords,
- Mettre en place et entretenir la signalisation temporaire horizontale et verticale,
- Respecter l'arrêté municipal 2016-34A en date du 6 février 2016, réglementant les nuisances sonores et horaires de travail,
- En cas de proximité avec les réseaux aériens, il vous appartient de prendre contact avec le gestionnaire de ces réseaux afin de connaître ses recommandations et de définir les mesures de sécurité à mettre en place.

Article 6: Afin de préserver la sécurité des travailleurs, des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationné dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement du chantier ou présentant un risque pour lui-même sera enlevé par la fourrière aux frais du contrevenant.

Article 7: Signalisation :

Le pétitionnaire devra mettre en place une pré-signalisation et une signalisation de position réglementaire, suffisante et efficace, et en assurer la maintenance. Cette signalisation sera maintenue par des dispositifs de faible encombrement, ne présentant aucun danger pour les usagers, mais résistant à un vent, même violent. La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente conformément à la législation en vigueur, notamment l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1- 8^{ème} partie : signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifié par les textes subséquents.

Article 8: En prévision de modifications éventuelles, Monsieur le Commissaire, Monsieur le responsable de la police municipale, les agents de la force publique sous leurs ordres, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. La main courante du commissariat fera mention de ces modifications.

Article 9: Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 10: La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

Article 11: Monsieur le commissaire, chef de la circonscription de police de Torcy, Monsieur le Directeur général des services de la mairie, Monsieur le responsable de la police municipale, sont chacun chargés en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Voies et délais de Recours :

En application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 107 avenue de la République 77340 PONTAULT-COMBAULT.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » (accessible à partir du site www.telerecours.fr).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

077-217703735-20250828-2025-A-383-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/08/2025



Fait en mairie, le 26 août 2025

Par délégation du maire
L'adjoint au maire
chargé de l'aménagement durable
Thierry Tasd'Homme